

Déclaration liminaire FSU 36 CHSCT-D du 11/02/21

Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT-D,

Le CHSCT-D se tient une nouvelle fois dans des conditions particulières liées à la pandémie. Nous avons pris acte des décisions prises par le Ministère de l'Education Nationale suite à l'intervention de M. Castex vendredi 29 janvier. Autant dire plus simplement que le quotidien des enfants et des enseignants ne sera pas modifié.

La réalité est encore souvent bien trop éloignée des écrits produits au niveau national et les questions restent en permanence sans réponses. Nous vivons dans un suspens haletant digne d'une série, mais le scénario n'est pas encore écrit par le ministère, ou bien mal ficelé.

Y aura-t-il un allongement des vacances ? Quels scénarios sont envisagés face au nouveau variant ? Va-t-il y avoir un calendrier précis de la campagne massive de tests et/ou de vaccination ? Va-t-il y avoir une harmonisation de la prise en compte des cas Covid ?

Nous demandons des moyens matériels et humains afin de faire face. Aujourd'hui nous ne pouvons plus nous satisfaire de la foire aux questions mise à jour au fur et à mesure que la crise s'aggrave. Il est temps de donner des moyens à l'Education Nationale. Nous sommes tous dans des situations ubuesques où les écrits, bon moyen pour communiquer et rassurer sur la gestion de la crise, deviennent anxiogènes dans la pratique avec les moyens dérisoires mis à disposition.

Nous apprenons finalement que les élèves de maternelle sont enfin reconnus comme « cas contact » si un enfant est porteur du virus. Ce qui a été nié durant des mois. Oui, le virus passe la porte de l'école !

La FSU le répète, et nous le redirons tant que l'avis des professionnels du terrain ne sera pas pris en compte :

- priorité d'accès à la vaccination,
- campagne de tests à l'échelle nationale,
- isolement des élèves et personnels positifs,
- équipement en masques adaptés,
- consignes claires et harmonisées pour les cas contacts et le traçage de l'épidémie,
- allègement des effectifs pour respecter les gestes barrières,

- aération et ventilation des salles,
- recrutement de personnels (listes complémentaires et contractuel-les avec une perspective statutaire) afin d'assurer partout tous les remplacements pour mettre fin aux brassages qui en découlent,
- anticiper une possible fermeture, en outillant les enseignant·e.s comme les familles et en donnant un temps de préparation aux équipes. En cas de fermeture, l'enseignement hybride ne pourrait convenir.

Maintenir les établissements ouverts est un objectif partagé, mais qui ne peut être rendu possible que si la sécurité est garantie au quotidien et qu'elle s'accompagne d'une priorité nationale en ce sens.

Nous apprenons régulièrement que des classes, ou même collèges ont dû fermer. Nous nous interrogeons sur des situations particulières où aucune classe ne ferme, mais où 1 enfant est positif dans plusieurs classes, où plusieurs adultes de l'école sont positifs, mais pour autant il n'y a pas plus d'investigation sur d'autres potentiels cas dans la même école.

Par ailleurs, avec l'arrivée des différents variants, nous nous interrogeons fortement sur la nécessité d'informer les familles pour les inciter à faire tester leurs enfants, surtout avec les tests salivaires.

Dans les collèges, les conditions de travail des élèves sont fortement dégradées : permanence en extérieur, aucun AED disponible pour que les élèves suivent un cours en visioconférence si le professeur est en télétravail. Il n'est pas concevable que les enfants aient à rattraper les cours le soir en plus du travail personnel. Nous luttons pour le droit à la déconnexion, mais que faisons-nous subir aux enfants ? Nous revenons toujours à la problématique des moyens mis à disposition.